

1972. Les visites ministérielles se sont poursuivies entre la CEE et le Canada et l'on sait que le premier ministre a eu des entretiens avec M. Heath en Grande-Bretagne en décembre dernier. Ces contacts ne reflètent pas seulement l'importance grandissante que prend pour le Canada la CEE élargie, mais aussi l'intérêt réciproque de plus en plus marqué des pays de la Communauté envers le Canada.

La ratification de l'Accord de Berlin et celle des traités de Varsovie et de Moscou conclus entre l'Allemagne de l'Ouest, la Pologne et l'URSS ont été les points saillants de l'année politique en Europe. Toutefois, il est peut-être plus significatif pour le Canada qu'ait eu lieu l'ouverture en novembre des pourparlers d'Helsinki entre les ambassadeurs de 34 nations, soit celles de l'Europe, du Canada et des États-Unis, visant à préparer une Conférence générale sur la sécurité et la coopération en Europe. Les participants aux premières négociations globales sur la sécurité européenne depuis une génération ont l'intention de s'attaquer aux causes fondamentales de la division et de la tension qui subsiste en Europe. En particulier, le Gouvernement canadien cherchera à faire reconnaître, lors de la Conférence, le principe général selon lequel les gens devraient être en mesure de circuler plus librement d'un pays à l'autre ainsi que les propositions corollaires selon lesquelles les membres d'une même famille ne devraient pas demeurer séparés contre leur gré et les citoyens de pays différents devraient être en mesure de se déplacer librement.

La détente exigerait comme objectif principal une réduction considérable des forces qui s'opposent actuellement en Europe centrale. Pour cette raison, le Canada a bien accueilli l'ouverture des pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces au début de janvier. Les principaux participants sont les pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie qui maintiennent des forces en Europe centrale. Les négociations sont complexes et difficiles. Cependant, outre qu'elles poursuivent l'objectif primordial du progrès dans la détente entre l'Est et l'Ouest, les négociations parallèles offrent au Canada des occasions de coopérer avec les pays de l'Europe, et surtout avec nos partenaires de l'OTAN.

Au cours de l'année dernière, le Canada et l'Union soviétique ont commencé à retirer des avantages des trois accords sur les échanges industriels et généraux et sur les consultations signés à Moscou au cours du voyage du premier ministre l'année précédente. Des discussions à un palier élevé se sont tenues dans le cadre des trois accords. Une délégation de hauts fonctionnaires canadiens s'est rendue en Union soviétique afin de reconduire l'Accord commercial canado-soviétique existant et d'établir un comité consultatif mixte sur le commerce, lequel a tenu sa première séance après la reconduction de l'Accord.

Les relations sino-canadiennes ont évolué rapidement depuis 1970, en fait, remarquablement bien étant donné l'écart considérable qu'il s'agissait de combler. Au cours de l'année dernière, des visites ministérielles, la mienne l'été dernier et celle de M. Donald Macdonald qui rentre tout juste de Chine, les foires commerciales et culturelles, ainsi qu'une suite presque ininterrompue de visites par des délégations de spécialistes de part et d'autre ont contribué à dégager l'atmosphère rapidement et à établir des contacts fructueux. C'est dans un tel climat que peuvent fleurir les échanges culturels, universitaires, scientifiques, athlétiques, industriels et commerciaux.